

Objet : "démarche de l'OFSP qui enlève le droit de recours de la population"

Nous souhaitons vous informer et solliciter votre aide quant à une démarche de l'OFSP contraire aux valeurs démocratiques.

L'Office Fédéral de Santé Publique a décidé de ne pas suivre les indicateurs liés aux PFAS dans son grand monitoring sur la santé (information transmise par les médias en septembre 2025). Nous avons décidé de faire recours contre cette décision.

Pour rappel, il s'agit d'un monitoring sur 20 ans qui analyse plusieurs aspects de la santé des habitant-es. Les PFAS auraient dû être analysés pour voir leurs potentiels impacts délétères sur notre état de santé. L'enquête préliminaire était encourageante à continuer, car 100% des échantillons d'urines analysés contenaient des PFAS. Les scientifiques avaient proposé d'ailleurs de continuer.

*Un groupe de travail comprenant des membres de notre collectif citoyen des Parents*Eltern* pour le Climat Fribourg et des membres des Grand-Parents pour le Climat travaillent depuis plusieurs années sur la problématique des perturbateurs endocriniens et leur impact sur la santé de la population et des générations futures.*

Pour des raisons légales, Parents et les Grands-Parents pour le Climat ne pouvaient pas signer le recours en leurs noms.*

Nous avons donc trouvé deux personnes motivées à faire recours, avec notre soutien. Le recours a été écrit bénévolement par une juriste de notre groupe.

Par courrier mi-décembre, le TAF a accepté d'entrer en matière mais nous demandait de lui trouver la dite-décision auprès de l'OFSP pour compléter le dossier, outre une somme importante pour des frais de justice que nous avons réunie.

Or, l'OFSP a répondu à notre demande, nous informant que cela n'était pas une décision administrative formelle, mais dans un PV.

Nous ne pouvons donc pas faire de recours contre une « fausse » décision ; nous avons donc décidé de laisser tomber la voie juridique pour ne pas perdre inutilement argent et énergie.

Nous souhaitons maintenant porter cette histoire et ses suites à votre connaissance et à des oreilles politiques : car la décision de l'OFSP d'enlever ces indicateurs de leurs enquêtes devrait être une décision administrative.

En effet, l'enjeu est trop important pour enlever le droit de recours des citoyens-nes et des groupes parlementaires.

Comment pouvez-vous nous aider ?

Auriez-vous des contacts avec des politicien·nes susceptibles d'être intéressé·es ... ?

Auriez-vous des contacts avec des journalistes susceptibles d'être intéressé·es ... ?

En attendant, nous diffusons cette pétition :

https://act.campax.org/petitions/sante-publique-en-danger-nous-exigeons-la-reprise-de-l-etude-sur-les-pfas?source=homepage&utm_medium=promotion&utm_source=homepage

Peut-être pourriez-vous la relayer aussi ?

L'avenir et la santé de nos enfants le vaut bien.